

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social assurant à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

N° 141
Octobre 2022

le libertaire

revue de synthèse anarchiste

Créé par Joseph Déjacque en 1858 aux U.S.A. (En Français), repris par Sébastien Faure en 1895.
Actuellement publié par le groupe Jules Durand et des individuels anarchistes.



Pour une Fédération écosocialiste libertaire



Ce mois d'octobre restera dans les annales : des températures record, des personnes qui se baignent encore de la Normandie à la Côte d'Azur... Est-il bien raisonnable, aujourd'hui, d'oublier au fur et à mesure les sécheresses, les inondations, le dérèglement climatique récurrent ? Le monde de demain ne ressemblera pas au monde d'hier au regard des prévisions qui s'annoncent pour la fin de ce siècle, avec une augmentation de 2,5 degrés dans le monde et de 3,8 degrés en France si les émissions de gaz à effet de serre se maintiennent au même niveau qu'aujourd'hui. La situation est donc préoccupante pour ne pas dire grave.

Bien sûr, nous constatons tous et toutes que les riches deviennent de plus en plus riches et les pauvres de plus en plus pauvres. La lutte des classes n'est donc pas terminée, loin de là. En France un peu plus de dix millions de personnes vivent sous le seuil de pauvreté, c'est-à-dire avec moins de 1102 euros par mois (chiffres INSEE). Nous savons d'ores et déjà que les plus pauvres qui consomment moins (pas de vacances, pas d'avion, pas de piscine...), seront les plus impactés par le changement climatique. Les bobos et les plus fortunés continueront à vivre dans leurs résidences secondaires, sur la côte, dans les quartiers gentrifiés où leurs enfants ne fréquenteront pas à l'école publique les enfants de chômeurs et de prolos.

On continue à sous-estimer le rôle des forêts sur les températures et les précipitations ; et pourtant la déforestation de l'Amazonie continue à marche forcée pour les profits financiers de quelques-uns sous la houlette de Bolsonaro. Cette déforestation touche aussi à grande échelle des pays comme la Bolivie, le Paraguay et la République démocratique du Congo. Les transferts de chaleur et d'humidité entre la surface de la Terre et l'atmosphère ne sont pas pris en compte à leur juste valeur. Et c'est bien dommage.

Parallèlement jusqu'à la mi-septembre, nous avons en France entre deux à huit degrés au-dessus des normales de saison. C'est dire que la France n'échappe pas au changement climatique : canicules, inondations, tornades, érosion côtière... Et pour l'année 2022, les canicules ont été inédites par leur intensité et leur durée. Depuis la mi-octobre, les températures ont été en moyenne de 4 à 6 degrés

Celsius supérieures aux normales de saison. Depuis la mi-mai, nous avons eu trois canicules en trois mois. Avec des milliers de décès à la clef et des incendies ravageurs...

La gauche française et les anarchistes, au-delà de la contestation de témoignage ne se font pas beaucoup entendre sur le sujet climatique, préférant surfer sur les luttes de pouvoir d'achat (indispensables) ou les grèves dans les raffineries qui rappellent à juste titre que la grève est une arme efficace et que la répartition des richesses est toujours à l'ordre du jour. Encore faut-il qu'une grève soit populaire et soutenue par l'opinion publique. Encore faut-il ne pas oublier l'urgence climatique au-delà du slogan.

Comment dans ces conditions sociales et climatiques peut-on parler d'un autre futur, celui qui nous tient tant à cœur ? Les plus anciens d'entre nous se sont opposés au nucléaire à ses débuts (Paluel, La Hague, Kalkar, Creys-Malville...) et ont participé à diverses mobilisations écolos. Puis, nous nous sommes concentrés et investis sur le seul domaine de la lutte des classes parce que nous avions l'impression qu'on pouvait changer les choses dans les entreprises, les écoles... abandonnant les réflexions de Bookchin et des précurseurs de l'écologie sociale et libertaire.

Nous aurions dû marcher sur nos deux jambes : l'écologie libertaire et la lutte des classes. Ce que l'on pourrait nommer « écosocialisme libertaire ». Nous avons certainement perdu du temps mais il n'est pas trop tard pour inverser la tendance. Les différents sinistres qui nous touchent à cause de ce dérèglement climatique sont de plus en plus nombreux et violents. Les catastrophes s'amoncellent sur l'humain et le vivant en général. Sur les cinquante dernières années, près de 70% des populations d'oiseaux, de mammifères, de reptiles, de poissons et d'amphibiens, ont chuté. La biodiversité décline inexorablement. Les chaînes alimentaires sont perturbées et menacent d'extinction certaines espèces. Au fur et à mesure que le climat va changer, les espèces vont bouger dans un premier temps puis disparaître à terme. Les scientifiques nous parlent de point de basculement. Les politiciens par calculs court-termistes et électoraux n'ont pas pris la mesure du désastre en cours ni de l'enjeu. Les anarchistes ont donc tout intérêt à

se démarquer et proposer une alternative crédible. Nous sommes à l'écoute du monde et ne sommes pas cantonnés dans une tour d'ivoire. Des milliers d'individus meurent, chaque année, à cause de la pollution atmosphérique en France (air pollué, particules fines...) ; d'autres meurent à cause de l'amiante depuis des décennies, d'autres encore de l'empoisonnement des terres aux pesticides... Nous ferons également un point sur les taux de benzène chez Exxon-mobil (Gravenchon, Port Jérôme) qui ne laissent rien augurer de bon pour la santé des travailleurs et des riverains.

Peut-on continuer à faire l'autruche dans le milieu libertaire, plus prompt à dénoncer le green washing (parfois à juste titre) que de proposer des actions visant à inverser la vapeur. Dénoncer les dangers du capitalisme vert est une chose, s'organiser pour poser la question de notre habitabilité sur la Terre en est une autre. Prendre des mesures pour protéger les espèces et les écosystèmes, c'est bien mais pas suffisant. Nous en sommes bientôt à la 27^{ème} COP. Et c'est un euphémisme de dire que les choses n'avancent pas beaucoup pour lutter contre le réchauffement climatique. Les lobbys s'affairent et nous trinquons.

Pour nous autres, la question climatique qui englobe la question écologique doit contenir une critique du capi-

talisme et c'est là que nous pouvons apporter notre pierre à la construction d'un rapport de force pour essayer de mettre un terme à l'effondrement en cours de la planète. A ce titre, les libertaires doivent rejoindre les mouvements de jeunesse qui s'impliquent dans les mobilisations pour le climat, en dehors des partis. L'écologie possède, selon nous, une dimension sociale et libertaire. La question écologique doit primer sur tous les autres combats même si tous les autres combats ne doivent pas être abandonnés : féminisme, fédéralisme, pacifisme, anarcho-syndicalisme, philosophie anarchiste...

L'alternative libertaire doit prendre en compte la transformation de nos modes de production et de consommation ainsi que les rapports de domination.

Les organisations anarchistes actuelles, arc-boutées sur l'histoire des vaincus risquent à nouveau de voir passer les trains s'ils n'investissent pas le champ écologique. L'anarchisme est-il condamné à perdre définitivement toute influence sur la société ? Nous ne le croyons pas car « Faudrait pas oublier que ça descend dans la rue, les anarchistes ».

Patoche (GLJD)



Des outils pour l'écologie: L'action directe, le sabotage, le boycottage, le label.



Les outils de l'anarcho-syndicalisme et de l'anarchisme sont loin d'être obsolètes. Ils méritent juste d'être lubrifiés et réactualisés. Le temps de la protestation polie semble révolu, du moins pour une partie de la jeunesse et quelques moins jeunes. À mesure que la catastrophe climatique s'amplifie et devient irréversible, les moyens pour la contrer ressemblent fort à ce que nos compagnons de la fin du XIX^{ème} siècle et du début XX^{ème} ont théorisé et mis en pratique. Ce qui amena l'Etat et le patronat à une répression féroce avec de lourdes peines de prison à la clef. Nos outils sont efficaces, c'est pour cela qu'ils reviennent sur le devant de la scène et que les projecteurs les mettent en lumière. Ces outils gagnent chaque jour en légitimité et se généralisent au sein de la mouvance écologiste. Quels sont ces outils ? L'action directe, le sabotage, le boycottage, le label.

L'action directe

L'action directe est l'action des travailleurs qui agissent directement sans intermédiaires. « Il apparaît donc que l'action directe est la nette et pure concrétion de l'esprit de révolte : elle matérialise la lutte des classes qu'elle fait passer du domaine de la théorie et de l'abstraction dans le domaine de la pratique et de la réalisation. En conséquence, l'action directe, c'est la lutte des classes vécue au

jour le jour, c'est l'assaut permanent contre le capitalisme. » (Emile Pouget)

Victor Griffuelhes, lui, définit l'action directe comme suit : « c'est pour l'ouvrier le moyen de mesurer sa force, de la grandir par son propre développement et de la manifester en opposition à celle de ses adversaires. » Empruntant souvent les voies de l'illégalité, l'action directe a pour vertu de réveiller les consciences ouvrières.

Quand les taux d'abstention avoisinent et dépassent souvent aujourd'hui, les 50% et que parallèlement des individus ou des groupes affinitaires agissent directement sans passer par des politiciens, nous sommes dans l'action directe. Quand des militants affirment que fins du mois et fin du monde: même combat. Que la lutte contre les inégalités est indispensable pour réduire la misère tout comme le changement climatique, on reste dans la lutte des classes. Quand les écologistes dénoncent les mesures écartées du plan de sobriété de Matignon ; par exemple, celle qui devait rendre obligatoire l'indexation de la rémunération des dirigeants des grandes entreprises sur le respect de leurs objectifs environnementaux...on demeure dans l'assaut contre le capitalisme. Et quand des militants utilisent les voies de l'illégalité pour faire prendre conscience aux gens de l'ineptie et du danger de certains projets, on reste toujours dans le domaine de l'action directe. Idem, quand les rapports sociaux sont questionnés.

Le sabotage

Dans le rapport de la commission Boycottage du Congrès CGT de Toulouse du 20 au 25 septembre 1897, il est stipulé : « Chaque fois que s'élèvera un conflit entre patrons et ouvriers, soit que le conflit soit dû aux exigences patronales, soit qu'il soit dû à l'initiative ouvrière, et au cas où la grève semblerait ne pouvoir donner des résultats aux travailleurs visés : que ceux-ci appliquent le boycottage ou le sabotage- ou les deux simultanément. »

Le sabotage est considéré comme une arme de résistance efficace et fait partie d'une conscience et surtout de la morale des prolétaires.

Le sabotage va ensuite se déplacer du monde de l'entreprise vers l'extérieur où les militants révolutionnaires vont pouvoir coordonner leurs efforts et des actes de sabotage sur tout le territoire, comme ce fut d'ailleurs le cas ensuite durant l'occupation allemande pendant la Seconde Guerre mondiale. Mais revenons à notre période d'avant-Première Guerre mondiale.

La police constate une coordination de certains actes de sabotage : « Le sabotage des fils est un symptôme autrement plus grave, car il dénote un commencement d'organisation des éléments révolutionnaires du pays tout entier. Car la chute des fils, la même nuit du lundi de la Pentecôte (1909), dans cinquante départements, fut évidemment le résultat d'une entente et d'un mot d'ordre... ».

La police recense les actes de sabotage en France ; ils se comptent par centaines et sont en constante augmentation. Du 1er octobre 1910 au 30 juin 1911, c'est-à-dire pendant neuf mois, il a été commis 2908 actes de sabotage. On peut noter toutefois que les sabotages ont été les plus nombreux dans les départements où existent des groupements libertaires et des anarchistes isolés, et qu'il ne s'en est pas produit dans les départements où ces groupements n'existent pas. Il y a donc un rapport de cause à effet entre présence militante révolutionnaire et actes de sabotage.

Nous trouvons de nombreux exemples de sabotage commis au Havre à l'époque de l'Affaire Durand dans « Dossier Durand » aux Editions SCUP.

Aujourd'hui aussi, le sabotage est sorti de l'entreprise pour se concentrer sur la lutte contre le réchauffement climatique : des dizaines de trous de terrains de golf ont été bouchés au béton cet été, des jacuzzis endommagés, des panneaux publicitaires ont été pris pour cible et des pneus de SUV dégonflés dans plusieurs villes du pays. De même, plusieurs méga-bassines, ces réserves d'eau immenses, ont été débâchées. Des « saboteurs » ont décidé d'agir directement et de s'attaquer aux responsables dont les comportements polluants mettent en danger la planète. On constate que des militants ont tout intérêt à lutter contre

le réchauffement climatique parce que d'autres s'en fichent éperdument, quand ils ne se font pas de l'argent sur la crise, en spéculant. Certains chercheurs voient dans les actions de sabotage « une forme renouvelée de désobéissance civile ». Nous y voyons, nous, une résurgence du sabotage à une échelle non négligeable. Sabotage car si les militants sont pris sur le vif, ils risquent gros. Ils engagent leur avenir. Le sabotage est vécu par les écologistes d'action directe comme la possibilité d'entraver le système qui va à sa perte et retarder le plus possible les dangers du réchauffement climatique.

C'est donc un retour aux sources du syndicalisme révolutionnaire et non une nouvelle forme d'action.

D'après le site Reporterre : « Aujourd'hui, aucun secteur économique n'est épargné. Des distributeurs de billets de banque sont mis hors service. Des milliers de trotinettes électriques sont sabordées. Chaque mois, des antennes relais 5G continuent de brûler. Des compteurs Linky sont démontés. Pour lutter contre l'exploitation forestière, des abatteuses sont incendiées.

En région parisienne, des usines de ciment Lafarge sont attaquées. À Bure (Meuse), des sous-traitants du nucléaire sont pris pour cible, la voie ferrée qui devait acheminer les déchets radioactifs a été endommagée. Dans le Bugy (Ain), des antispécistes ont mis le feu à un abattoir. Partout, des miradors de chasse ont été dégradés. Pour dénoncer l'élevage hors-sol, d'autres activistes ont même vidé un wagon de céréales en mars dernier tandis que des vendanges sauvages ont pillé le vignoble de Bernard Arnault cet été. »

Les autorités comme il y a plus d'un siècle s'inquiètent de la recrudescence des actes de sabotage qui sont de plus en plus revendiqués comme des éléments de la lutte contre les Gaz à Effets de serre. Nous retrouvons ces actes de résistance d'un autre siècle. Et les jeunes popularisent ce type d'actions qu'ils jugent nécessaires et indispensables car les Etats ne prennent pas la mesure de ce qu'il se passe aujourd'hui. Les politiciens, comme à l'accoutumée, sont dans la lutte des places. Les « activistes », dans la lutte des classes et dans l'efficacité.

L'esprit de 1968 va ressurgir pour demander l'impossible et nous faire rêver. L'imagination revient. Les imaginaires voient de grandes portes s'entrouvrir. Et avec les réseaux sociaux, ce qu'il se passe aux Etats-Unis, en Europe, au Japon...est connu rapidement et peut donner des pistes d'action, autres et nouvelles. La dynamique de l'action directe est enclenchée. Certains dénoncent une radicalité des actions ; les tenants du pouvoir se sont toujours opposés à ce type d'actions qui remet en cause leur domination. Mais les actions entreprises se font pacifiquement et n'engendrent que des dégâts matériels contre essentiellement des gens plutôt riches, peu scrupuleux du bien-être général.

Il reste à populariser ce type d'actions en obtenant le soutien de la population, c'est la clef du succès.

Les travailleurs ne se reconnaissent plus dans les manifestations-ballons traditionnelles. Les discussions entre professionnels de la politique ne passionnent plus les foules ; nous dirions même qu'elles dégoûtent de plus en plus de gens, de par l'inefficacité des parlottes et de cette espèce d'entre soi. Le sentiment d'urgence prime sur tout le reste. On ne peut plus attendre, les discussions qui traînent sont vaines. D'où le retour à une organisation plus terre à terre avec des actes isolés ou commis par des groupes affinitaires, idéologiques ou de potes. On se retrouve dans la situation du début du siècle dernier, toutes choses égales par ailleurs.

La victoire de la Zad de Notre-Dame des Landes a permis de faire se côtoyer des personnes d'horizons divers avec des pratiques militantes aussi différentes : « Sur la zad, nous avons toujours assumé la complémentarité des pratiques, de la pétition aux sabotages, des recours juridiques à l'affrontement avec les forces de l'ordre, rappelle Sylvain, un habitant du bocage. Tout au long de la lutte, Vinci a subi des dégâts matériels conséquents et les travaux préliminaires de l'aéroport ont été en permanence attaqués. C'est cette culture de la résistance, associée à un mouvement de masse, qui a permis d'arracher la victoire. »

Les libertaires l'expliquent continument ; actions individuelles et actions collectives se complètent ou doivent se dérouler simultanément en fonction des situations qui se présentent.

Nous ne pouvons compter que sur notre détermination, notre éthique militante contre ceux et celles qui organisent le désastre à venir et les inégalités sociales actuelles

Le boycottage

Le boycottage, c'est une mise à l'index, c'est le refus collectif et systématique d'acheter ou de vendre les produits ou services d'une entreprise ou d'un pays pour marquer une hostilité et faire pression sur elle.

Ses origines sont connues : en Irlande, le régisseur des immenses domaines, de Lord Erne, dans le Comté de Mayo, le capitaine Boycott, s'était tellement rendu antipathique par des mesures de rigueur envers les paysans que ceux-ci le mirent à l'index : lors de la moisson de 1879, Boycott ne put trouver un seul ouvrier pour enlever et rentrer ses récoltes ; partout, en outre, on lui refusa les moindres services, tous s'éloignèrent de lui comme un pestiféré...

De nombreux exemples de boycottages ont eu lieu dans l'histoire par la suite..

Aujourd'hui, toujours dans le cadre de l'écologie, un boycottage du mondial de football au Qatar semble se faire jour. Des milliers de morts (6500 !) pour construire des

stades et les équipements relatifs à la tenue du mondial et une climatisation complètement folle lors des matches. Une aberration sur les plans écologiques et des droits humains.

Déjà, nous avons constaté que les footballeurs n'avaient été d'aucune utilité lors de la pandémie contrairement aux personnels de santé, aux enseignants, aux chauffeurs routiers, aux personnels des grandes surfaces, enfin bref les travailleurs des première et deuxième lignes. Alors que les footballeurs n'avaient rien apporté pendant la crise sanitaire, ils ont repris leurs vieilles habitudes de gagner énormément de fric sans compter les malversations de certains clubs.

Le terme boycott peut donc s'utiliser aussi pour désigner le refus collectif de participer à des événements. Le boycottage total du mondial de football au Qatar pourrait être un signal fort pour dénoncer à la fois, les pourris ainsi que la gabegie énergétique plombant les efforts des autres pays pour lutter contre le réchauffement climatique. A part Cyril Hanouna et autres serrés du béret, la majorité des Français devrait pouvoir adhérer au projet de boycottage. Et voir, en temps utile, le projet de jeux asiatiques d'hiver en Arabie Saoudite... Ces pays utilisent le sportwashing pour redorer leur blason. Ils utilisent le sport comme en son temps l'Allemagne nazie pour polir leur image tant écornée par les scandales.

Bien entendu, le boycottage pourrait, de manière concertée et coordonnée, être d'une efficacité redoutable si la plupart des consommateurs boycottaient tel ou tel produit. Le boycottage doit être repensé et mis en pratique à doses homéopathiques.

Le label

Le label syndical, porté historiquement par la Fédération CGT du livre a fini par s'imposer dans certaines professions comme la garantie de conditions de travail et de rémunération décentes.

Les écologistes, favorables aux filières Bio, aux circuits courts, pourraient s'emparer du « label » pour indiquer que les éleveurs, agriculteurs...bénéficient d'une juste rémunération et produisent des produits de qualité respectant une charte à définir entre ceux qui produisent et les consommateurs. Cela pourrait englober toutes les productions de qualité.

Comme nous le disions en ce début d'article, les armes de l'anarcho-syndicalisme et de l'anarchisme sont loin d'être désuètes. Aux nouvelles générations de s'en emparer et de les faire vivre. La porosité entre militants anarchistes et militants écologistes ne peut que profiter aux uns et aux autres.

Patoche (GLJD)

Terminal méthanier Le Havre ?

Terminal méthanier flottant au Havre : pour un véritable « débat public » avant tout travaux

Un véritable débat public doit être mené en lieu et place d'une simple procédure administrative accélérée, car il s'agit d'un projet de grande ampleur qui aura de forts impacts sur notre environnement.

Pourquoi faut-il agir maintenant ?

Au printemps 2022, le gouvernement français a annoncé l'implantation d'un terminal méthanier flottant (FSRU - Floating Storage and Regasification Unit) dans le port du Havre (Seine-Maritime). Il s'agit d'un navire amarré qui joue le rôle d'un petit port méthanier d'importation ; sa fonction est de recevoir du gaz naturel transbordé depuis des navires méthaniers, de le stocker, de le ramener à l'état gazeux, et de l'injecter sur le réseau de transport de gaz naturel.

L'argument avancé est le besoin de gaz en France suite à l'agression militaire de l'Ukraine par la Russie et la volonté de ne plus importer de gaz d'origine russe.

TotalEnergies et GRT Gaz sont les porteurs du projet. Ils ont déposé le 8 juillet 2022 une « demande d'examen au cas par cas » afin de pouvoir lancer au plus vite les divers travaux (canalisation de gaz, installations annexes), en vue d'une mise en service dès l'automne 2023. Par arrêté du 3 août dernier, le préfet a décidé de ne pas soumettre le projet à évaluation environnementale. Il ajoute cependant : « Une nouvelle demande d'examen au cas par cas serait exigible si les éléments de contexte ou les caractéristiques du projet présentés dans la demande examinée venaient à évoluer de manière significative. »

Le projet d'implantation a été validé par la loi du 16 août 2022 qui prévoit un régime juridique dérogatoire (art. 29). Nous pensons que ce projet comporte de nombreux et graves défauts :

-Il garantit la continuité de l'exploitation des énergies fossiles climaticides ; or le GIEC répète qu'il est urgent de réduire l'émission de gaz à effet de serre (GES) ;

- Le gaz importé (principalement des Etats-Unis) sera largement issu de la fracturation hydraulique (gaz de schiste) impliquant la destruction des sous-sols et des pollutions incontrôlées ;

- Le projet a été lancé en l'absence de procédure d'appel d'offre ;

- Il a été lancé en l'absence d'évaluation environnementale en amont des travaux ;

- Il existe une déconnexion entre l'urgence avancée comme argument de cette décision et la faible proportion de l'apport attendu à la consommation nationale (10 %).

- Le projet, générateur de GES (méthane), est contradictoire avec l'injonction de sobriété énergétique prônée par le gouvernement, laquelle implique de diminuer le recours aux énergies fossiles ;

- Le projet accroît l'augmentation des risques par effet domino, non pas forcément dû au transfert du méthane mais de la proximité avec des sites SEVESO (CIM, Alkion, SHMPP) ;

- Le projet néglige le temps d'évacuation d'un méthanier (et du terminal lui-même) via l'écluse François 1er ;

- Le coût de l'opération : 30 M€ pour les travaux et de 20 à 50 M€/an pendant 5 ans (durée du contrat) pour le fonctionnement ;

Par ailleurs, nous pensons que ce projet doit être réexaminé au regard d'un « élément de contexte » nouveau :

Dans sa décision du 12 août dernier, le Conseil constitutionnel, a exigé, en application des dispositions de la Charte de l'environnement, que les dispositions qui prévoient « le maintien en exploitation d'un terminal méthanier flottant ainsi que l'installation d'un tel terminal sur le site portuaire du Havre » ne peuvent s'appliquer « que dans le cas d'une menace grave sur la sécurité d'approvisionnement en gaz ». Or, cette « menace grave » n'est pas démontrée puisque des experts expliquent que la consommation de gaz en France (40 Mds m³ / an) est couverte par les terminaux méthaniers existants et les importations de Norvège et Algérie (Journal du dimanche, 6/8/22).

L'ensemble de ces éléments justifie qu'un véritable débat public soit mené en lieu et place d'une simple procédure administrative accélérée, car il s'agit d'un projet de grande ampleur qui aura de forts impacts sur notre environnement.

En application des articles L. 121-88 et R 121-2 du code de l'environnement, je demande donc que la Commission nationale du débat public se saisisse du projet d'implantation d'un terminal méthanier flottant (FSRU) dans le port du Havre.

(liste objecteurs de croissance Le Havre)



Grève générale partout. C'est le meilleur moyen d'être solidaires des travailleurs d'Exxon et TotalEnergie.



La grève dans les raffineries dure depuis trois semaines. Avec les queues aux stations-services, il y a de l'énerverment dans l'air. Mais les queues avaient commencé bien avant la grève, avec par exemple les remises accordées à la pompe par TotalEnergie. Deux camps s'affrontent aujourd'hui : la droite et l'extrême droite qui surfent sur le mécontentement des gens qui ne peuvent plus faire le plein : « On est du côté de ceux qui font la queue, de ceux qui veulent travailler... », « Contre ceux qui prennent la France en otage... ». Il est intéressant dans ce cas présent de montrer le vrai visage du R.N., du côté du patronat plutôt que de celui des grévistes. C'est un point concret et factuel. A l'autre bout de l'échiquier, les travailleurs qui sont solidaires du mouvement de grève. D'une part, cela donne des idées aux autres professions avec peut-être un effet domino, d'autre part, si les travailleurs des raffineries obtiennent gain de cause, des effets de ruissellement (comme dirait l'autre) peuvent se produire. Cette grève devient une bataille symbolique d'ordre national, un peu comme les cheminots en leur temps. Avec l'inconvénient de faire grève par procuration pour bon nombre de salariés, mais c'est un premier pas. Hier, le gouvernement a annoncé la réquisition des grévistes. A Exxon, une équipe non gréviste a commencé à charger un bateau (Port Jérôme/Gravenchon) mais à 22H, changement de quart avec une équipe gréviste. Coup d'arrêt du chargement. Idem avec le quart du matin. Hier, place d'Armes à Harfleur, la solidarité cégétiste s'est fait jour. De nombreuses boîtes étaient représentées pour soutenir les grévistes. Les revendications de ces derniers sont les mêmes, 10% d'augmentation des salaires, 7% au titre de l'inflation, 3% dans le cadre de la répartition des richesses. Avec les bénéfices de TotalEnergie, ce n'est que justice. TotalEnergie a réalisé 18 milliards de bénéfices au premier semestre 2022 et ExxonMobil annonce des résultats conséquents. Ce n'est pas la crise pour tout le monde. La direction de TotalEnergie prétend que les salariés font une grève préventive (dénoncée par Gabriel Attal, le fayot du gouvernement), alors que depuis cinq mois les syndicats essaient de se faire entendre et veulent une augmentation de salaires pour ne pas être impactés par l'inflation. Et ils ont raison. Les libertaires soutiennent les grévistes sans le moindre doute ; notre conscience de classe doit s'étendre. Les travailleurs ont abandonné les demandes d'embauches... et se cantonnent uniquement aux questions salariales. Les efforts se font à sens unique. Mais l'avantage des questions de paie, c'est que le plus grand nombre se reconnaît dans cette revendication.

Les réquisitions nous rappellent celles de 1953 puis d'autres plus récentes (cf Sarkozy). Les travailleurs à l'époque n'allaient pas chercher les lettres en Recommandé ; certains se faisaient porter pâle... Le gouvernement

tente de casser la grève et de monter l'opinion contre les grévistes.

Hier, Elisabeth Borne, demandait aux préfets de réquisitionner les grévistes des dépôts Esso. Nous verrons ce que cela donnera, les syndicats ayant déjà annoncé leur volonté d'aller en référé. Depuis quelques jours déjà, une campagne pour discréditer les grévistes s'est mise en place. Ces derniers gagneraient 5000 euros par mois. Dans ce cas, est-on légitime pour faire grève... les médias habituels à la botte du gouvernement distillent leur venin réactionnaire. A chaque conflit social d'envergure, on nous ressort les mouchoirs. Les grévistes vont tuer l'économie... Les cheminots, les carabots, les ouvriers des raffineries, les salariés d'Airbus... seraient des privilégiés. Diviser pour opposer les travailleurs et mieux régner. On ne parle pas des enseignants qui sont toujours en grève ou en vacances. Là, pour le coup, au niveau salarial, c'est pas top, et tout le monde le sait aujourd'hui.

Les seuls privilégiés, ce sont en réalité les actionnaires. Tapis dans l'ombre, bien souvent, ils engrangent les dividendes sur le dos de ceux et celles qui travaillent et font tourner les entreprises. Que l'on soit dockers, ouvriers du livre, cheminots, ouvriers des raffineries..., toute lutte est légitime. Nous autres, travailleurs, nous savons historiquement que la majorité des grèves portent sur les revendications salariales ou les conflits de solidarité. Ce sont ces grèves qui font en partie avancer les choses et donner souvent de meilleures conditions de vie.

Le gouvernement, comme à l'accoutumée est du côté des trusts pétroliers, des patrons et de ceux qui palpent le pognon de dingue. L'Etat est toujours au service du capital et de la classe dominante. Pouvoir et domination sont les deux mamelles des gouvernements.

Les salariés de la pétrochimie n'ont pas besoin des syndicats jaunes mais d'un rapport de force. Ce qu'il manque encore, c'est de populariser la grève. Martinez va prendre la parole sur site en soirée pour encourager les grévistes et leur apporter le soutien confédéral.

Les revendications sur les salaires sont aujourd'hui partagées par des millions de travailleurs qui tirent la langue pour finir le mois, fins de mois qui arrivent de plus en plus tôt. Il est possible que le mouvement fasse tache d'huile parce que les réquisitions risquent d'apporter de l'eau au moulin des grévistes sur le droit de grève bafoué. Le mouvement peut-il se radicaliser ? Les salariés sont motivés.

Plusieurs militants appellent à la grève générale ; l'avenir

est incertain et nul n'est prophète en son pays. Etincelle ou pas ? Retour au train-train habituel. Enterrement de la grève ? En tout cas, les syndicalistes ont intérêt à se démarquer des politiciens qui espèrent faire un coup le 16 octobre.

Et si on s'y mettait tous et toutes. Car les sujets de mécontentement sont légion. De plus, c'est une opportunité de montrer le vrai visage de l'extrême droite. Car elle est viscéralement contre les grèves.

Tant qu'à Gabriel Attal qui prétend que les manifestations n'ont jamais rempli le frigo, c'est que c'est un pédant bourgeois qui ne connaît rien au monde du travail et encore moins à la geste ouvrière.

Grève générale partout. C'est le meilleur moyen d'être solidaires des travailleurs d'Exxon et TotalEnergie.

GLJD



En finir avec Robespierre

Il est souvent dit et admis que l'histoire est écrite par les vainqueurs. C'est généralement vrai mais on peut ajouter que l'histoire peut aussi être écrite par ceux qui assurent un magistère moral et surveille la doxa dans ce domaine. Il en est ainsi de la Révolution Française dont l'histoire et le récit sont dominés par la doxa marxiste. Et bien entendu, les politicards ne sont pas les derniers à s'approprier et à accommoder l'histoire à leur sauce. Il suffit de voir la façon dont les « insoumis », Mélenchon et Corbière en tête se revendiquent de Robespierre et du comité de salut public. Et ils vous expliquent doctement à quel point Robespierre était merveilleux, proche des classes populaires, combattant les méchants royalistes, et autres fédéralistes et modérantistes tous décidés à trahir la révolution. Il est évident que les royalistes, du moins les plus attachés à la monarchie absolue de droit divin, visaient à terrasser la révolution. Pour les autres, des girondins aux dantonistes en passant par les hébertistes sans oublier les enragés de Jacques Roux, faire avaler des « complots visant à rétablir la monarchie » a de quoi faire gentiment rigoler si ce n'est que tous ces gens sont passés par le « rasoir national ». Pourquoi ce sujet, me direz-vous ? Je pense qu'il est d'actualité et qu'on assiste à une résurgence des pratiques dignes de la Terreur, la guillotine en moins remplacée à présent par des mises au ban, des anathèmes, parfois jusqu'à la mort sociale.

Dans un premier temps, nous pouvons constater le manichéisme évident qui pollue le moindre débat. A l'inverse d'un Camus qui s'intéressait au débat et aux idées avant que de savoir de quel camp celles-ci émanaient, nous avons affaire à présent à des inquisiteurs disant le bien et le mal. Et évidemment le bien, c'est ce qu'ils pensent et ce qu'ils font, le mal ce sont les autres qui pensent et font différemment.

Cette propension à la calomnie, à la dénonciation et à

l'anathème pourrait être risible si elle ne desservait tant les causes défendues. Là où il faut de la nuance, du débat, de la confrontation d'idées, certains, principalement à gauche mais ils s'en trouvent aussi à droite, vous disqualifient si vous n'êtes pas dans les clous. A gauche, c'est plutôt le politiquement correct et le progressisme à la saucissonnée façon Woke. A droite, l'exact contre-pied avec un chapelet de provocations stupides à la Zemmour et son « concept » débile de Francocide ! Grossièrement et pour résumer, d'un côté les islamo-gauchistes et de l'autre les islamophobes. D'un côté les féministes en lutte contre le patriarcat (qui est partout donc nulle part), de l'autre les « mecs qui en ont » à la Trump et sa façon « spéciale » d'attraper une femme ! Entre les deux, pas de nuances, choisis ton camp camarade !

Tout ça nous amène à des décisions et des revendications bien souvent lamentables. Des sanctions économiques contre la Russie, Poutine et les oligarques, OK. Débaptiser des collèges Soljenitsyne, annuler des ballets de Tchaïkovski voire licencier des musiciens russes car il n'ont pas été assez prompts à dénoncer la guerre en Ukraine, voire même quand ils l'ont fait, c'est totalement ridicule. Ira-t-on jusqu'à brûler les œuvres de Tolstoï ou Gogol. Il se pourrait que ce soit déjà le cas, certains ont bien brûlé des Tintin ou des Astérix au nom du respect des autochtones au Canada.

Moi qui suis fan de Blues, je m'inquiète. Ira-t-on jusqu'à interdire la vente, l'écoute ou la retransmission de concerts d'Eric Clapton, Gary Moore ou SRV (ces deux derniers sont morts) pour lutter contre l'appropriation culturelle par des blancs d'une musique créée par des noirs. BB King (le roi du blues s'il en est) n'a jamais dédaigné taper le bœuf avec ses copains musiciens fussent-ils blancs et même albinos pour le regretté Johnny Winter !

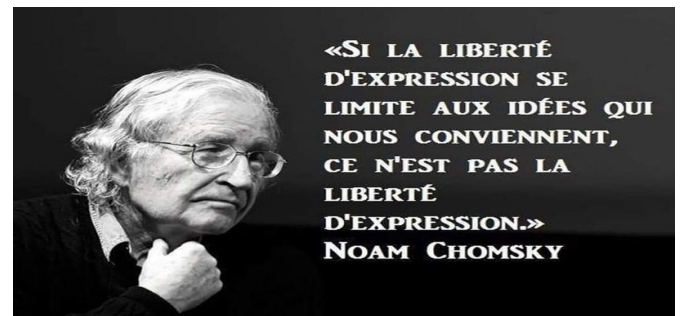
Sur un plan plus politique, tous nos thuriféraires de Robespierre, Saint-Just et consorts, restent d'indécrottables jacobins centralisateurs et étatistes. Ils vont docilement nous expliquer que les girondins étaient de vils bourgeois capitalistes (à une époque où le capitalisme n'en était qu'à ses balbutiements) oubliant que les montagnards s'opposèrent plus d'une fois au blocage des prix ou à la réquisition, n'y cédant que sous la pression des sans-culottes. Il faut d'ailleurs constater que les enragés, les seuls à préconiser la taxation des denrées, la réquisition des grains et des taxes sur les riches, furent combattus par Robespierre et le comité de salut public, Jacques Roux se suicidant en prison. Il est d'ailleurs curieux que nos bons gauchistes insoumis ne se réfèrent point à un Gracchus Baboeuf qui ne fut pas le dernier à critiquer la terreur robespierriste et peut être considéré comme un proto-communiste. Mais revenons au jacobinisme montagnard de nos chers robespierristes. Il est clair que nous sommes à des années lumières du municipalisme libertaire et écologiste cher à Murray Bookchin. Quid de l'autogestion ? Je doute qu'on puisse attendre de ces « centralisateurs démocratiques à la sauce stalinienne » tout le pouvoir aux soviets ! Leurs recettes sont par définition étatistes et comme ils sont dans le camp du bien, de la « gôche », ils ont forcément raison sur tout. Bref de la graine de dictature aussi peu engageante que l'extrême-droite.

Enfin, le dernier point, le plus inquiétant à mon goût, est ce parfum de tribunal révolutionnaire. Notre bon Méluche dans une interview expliquait qu'en cas de soupçons de violences sexistes ou sexuelles, il croyait la victime quoi qu'il arrive, au mépris des droits de l'accusé et tant pis pour les risques de calomnie, on ne fait pas d'omelettes sans casser des œufs, n'est-ce pas ? Pas de chance pour lui, son principal lieutenant fut pris la main dans le sac...Et l'on a vu toutes les limites des postures façon comité de salut public. Il y avait un arrière-goût de lutte entre robespierristes et hébertistes, voire entre robespierristes et dantonistes avec Mélenchon dans le rôle, pourtant décrié par les insoumis, d'un Danton appelant à la modération et la compréhension.....

Cerise sur le gâteau, l'affaire Julien Bayou dénoncé par le nouveau Fouquier-Tinville en jupons, j'ai nommé Sandrine Rousseau. Ou comment accuser sans preuves, dénoncer, calomnier et essayer de se débarrasser d'un adversaire politique par tous les moyens, mêmes les plus lamentables. A noter qu'elle-même a reconnu qu'il n'y avait rien de répréhensible juridiquement. On a depuis appris que Bayou serait infidèle ou coureur de jupons, la belle affaire ! La réalité est bien plus grave, les tentatives de Sandrine Rousseau préfigurent bien sa vision de la politique qu'elle veut amener jusque dans la chambre à coucher. Big Brother is watching you ! Tous ces gens sont sûrement des lecteurs d'Orwell et de 1984, mais ils se rangent définitivement dans le camp de Big Brother.

Pour conclure, il m'apparaît vital de se méfier de tous ces gens qui prônent la « Vertu » dans tous les domaines. On passe vite à la « Vertu et la Terreur » pour finir par ne plus garder que la terreur. La recherche de la pureté absolue mène à la tentation de la purification. On sait comment ça finit, rarement bien. On peut être militant et passionné, en lutte sur bien des fronts, tout en essayant de garder nuance, bienveillance sans tomber dans ces travers du manichéisme réducteur, de la « Sainte Vertu » et de la « Sainte pureté ». Et garder en tout temps la bonne humeur en se méfiant des pisse-vinaigres incorruptibles à la Maximilien de Robespierre. Comme le chantait Léo Ferré : « Joyeux et c'est pour ça qu'ils sont toujours debout , les anarchistes »

Charles-Olivier Lenourry de Brunehault
GLJD



Le foulard islamique n'est pas un accessoire vestimentaire quelconque

Et si vraiment Dieu existait, comme le disait Bakounine ce camarade vitamine, il faudrait s'en débarrasser.

Dans les manifestations iraniennes depuis le seize septembre 2022, la question des femmes est centrale. Le sexisme et le patriarcat, dominés par des islamistes ont rappelé au monde que la colonne vertébrale de la « République islamique » est la domination des femmes. Elles sont obligées de porter le voile dans les lieux publics, elles n'ont pas le droit de garder leurs enfants en cas de divorce, elles ne peuvent pas voyager sans l'accord de leur mari...

Elles sont considérées comme des êtres mineurs. Si une telle religion permet cela, il faut s'en débarrasser à tout prix. C'est pourquoi, pour les Iraniennes, retirer son voile et couper ses cheveux sont des gestes forts d'opposition au pouvoir iranien. Bien sûr, de nombreuses personnes qui en ont assez de subir la loi et la répression des gardiens de la Révolution ont pris prétexte de la mort de Masha et du voile pour sortir dans la rue et crier leur dégoût du régime iranien. Mais, ce sont les femmes qui sont à l'avant-garde de la rébellion, c'est incontestable.

L'Iran frappe le Kurdistan irakien tandis que dans les ré-

gions kurdes de l'Ouest de l'Iran voient de violents affrontements se dérouler entre les manifestants et les forces répressives de l'Etat. Les gardiens de la révolution frappent aussi mais agissent plus insidieusement en arrêtant des centaines de manifestants dans les villes du Nord-ouest. La dictature réprime encore et encore.

Le foulard islamique n'est pas un accessoire vestimentaire quelconque, c'est un outil religieux pour asservir les femmes. Les libertaires ne doivent pas hésiter à être du côté de celles et ceux qui dénoncent le tchador. Au début du XXème siècle, Sébastien Faure et d'autres anarchistes dans son sillage ont convenu qu'il était primordial de s'attaquer à la religion qui obscurcissait l'esprit des gens pour pouvoir s'émanciper. Et qu'il conviendrait de s'attaquer à l'Etat par la suite. Que cela prendrait du temps mais qu'il était impératif de s'abstraire de la religion dans un premier temps. Jamais l'extrême droite ne pourra venir sur le terrain des anarchistes qui contestent toutes les religions et prônent l'égalité économique et sociale ainsi que l'égalité stricte entre hommes et femmes.

Sterenn (56)

A propos du voile, nous republions un texte paru en 2012, sur Slate Afrique, sous le titre « Le voile, un symbole de 3.000 ans de machisme religieux ». C'est un très bon résumé de ce que représente le voile dans les principales religions.

Par Mohamed Kacimi, romancier algérien.

« Le voile est commun aux trois religions monothéistes. Regard d'un écrivain algérien sur un signe religieux qui, selon lui, est un marqueur de soumission de la femme à l'homme.

Depuis des années, tout le monde parle du voile, de plus en plus de personnes portent le voile, pas seulement à Bamako ou au Caire, mais aussi à Londres, Paris ou New-York.

Symbole religieux ou signe religieux ? Que signifie ce carré de tissus qui met la planète en émoi ?

Intrigué par autant de questions, j'ai décidé de consacrer quelques semaines de mes vacances à compulsier les livres d'histoire religieuse pour remonter aux racines du signe, pour ne pas dire du mal.

Et là, en remontant au plus loin des traces écrites des civilisations antiques, en fouillant dans les annales des histoires sumériennes, j'ai découvert avec stupéfaction que le voile découle à l'origine d'une illusion optique.

En effet, une croyance sémitique très ancienne attestée en Mésopotamie, considérait la chevelure de la femme

comme le reflet de la toison pubienne !

« Les prostituées ne seront pas voilées »

Donc, il a fallu très tôt lui couvrir la tête, afin de lui occulter le sexe ! Cette croyance était si répandue dans les pays d'Orient, notamment en Mésopotamie, qu'elle a fini par avoir force de loi.

Aussi, le port du voile est-il rendu obligatoire dès le XIIe siècle avant J.-C. par le roi d'Assyrie, Teglat Phalazar Ier :

« Les femmes mariées n'auront pas leur tête découverte. Les prostituées ne seront pas voilées. »

C'était dix-sept siècles avant Mahomet et cela se passait en Assyrie, l'Irak d'aujourd'hui.

Dans la Bible hébraïque, on ne trouve aucune trace de cette coutume, cependant la tradition juive a longtemps considéré qu'une femme devait se couvrir les cheveux en signe de modestie devant les hommes.

Le voile comme instrument de ségrégation pour l'Église

Il faudra attendre l'avènement du christianisme pour que le voile devienne une obligation théologique, un préalable à la relation entre la femme et Dieu.

C'est saint Paul qui, le premier, a imposé le voile aux femmes en avançant des arguments strictement religieux. Dans l'épître aux Corinthiens, il écrit :

« Toute femme qui prie ou parle sous l'inspiration de Dieu, sans voile sur la tête, commet une faute identique, comme si elle avait la tête rasée. Si donc une femme ne porte pas de voile, qu'elle se tonde ; ou plutôt, qu'elle mette un voile, puisque c'est une faute pour une femme d'avoir les cheveux tondus ou rasés. »

Et plus loin :

« L'homme, lui, ne doit pas se voiler la tête : il est l'image et la gloire de Dieu, mais la femme est la gloire de l'homme. Car ce n'est pas l'homme qui a été tiré de la femme, mais la femme de l'homme, et l'homme n'a pas été créé pour la femme, mais la femme pour l'homme. Voilà pourquoi la femme doit porter sur la tête la marque de sa dépendance. »

L'Église s'en servira à l'égard des femmes, pour les considérer comme des créatures inférieures par nature et selon le droit.

On voit qu'à l'origine, le voile est utilisé comme un instrument de ségrégation qui fait de la femme un être inférieur, non seulement vis-à-vis de l'homme mais aussi de

Dieu.

Il est intéressant de noter que ce passage des Corinthiens est repris aujourd'hui par la plupart des sites islamistes qui font l'apologie du foulard.

Et dans l'islam ?

Sept siècles plus tard naît l'islam. Le Coran consacre au voile ces passages :

« Et dis aux croyantes de baisser leurs regards, de garder leur chasteté et de ne montrer de leurs atours que ce qui en paraît et qu'elles rabattent leur étoffe sur leurs poitrines. » Coran (24 : 31)

Enfin dans la sourate 33, Al-Ahzab (les Coalisés), au verset 59, il est dit :

« Prophète ! Dis à tes épouses, à tes filles, et aux femmes des croyants, de ramener sur elles de grandes étoffes : elles en seront plus vite reconnues et éviteront d'être offensées. » Coran (33 : 59)

Sans vouloir être aussi pointilliste que les orthodoxes, je ferai remarquer que nulle part dans ces sourates, il n'est fait explicitement mention de voile (hijab) recouvrant le visage, cachant les cheveux et encore moins tout le corps.

Dans la première sourate, le Coran appelle simplement les croyantes à recouvrir leurs poitrines. La très sérieuse Encyclopédie de l'Islam (Editions Leyde) apporte cette explication :

« Dans l'Arabie préislamique, une coutume tribale voulait que durant les batailles, les femmes montent en haut des dunes et montrent leurs poitrines à leurs époux guerriers pour exciter leur ardeur au combat et les inciter à revenir vivants afin de profiter de ces charmes. »

Le verset en question aurait été inspiré au Prophète pour instaurer un nouvel ordre moral au sein des tribus. Quant au deuxième verset, il a fait l'objet de maintes lectures et controverses, la plus intéressante étant celle d'un grand imam qui, à l'âge d'or de Bagdad, au IXe siècle, en fit cette originale lecture :

« Le Seigneur n'a recommandé le voile qu'aux femmes du Prophète, toute musulmane qui se voilerait le visage se ferait passer à tort pour la sienne et donc sera passible de 80 coups de fouet. »

Le voile est resté depuis le signe distinctif des riches citadines et demeura inconnu dans les campagnes où les hommes ne songeaient pas à voiler les femmes en raison des travaux qu'ils leur confiaient.

Un avant et après « Révolution iranienne de 1979 »

C'est la Révolution iranienne de 1979 qui entraîne la généralisation du voile. Le hijab, innovation sortie tout droit de la tête des tailleurs islamistes, a supplanté dans les pays du Maghreb le haïk traditionnel, un carré de tissu blanc.

Bien sûr, ce sont là les signes d'une société arabo-musulmane en crise, sans projet, sans perspectives, soumise à des régimes totalitaires et qui n'a pour unique espace de respiration, d'utopie, que la religion.

Pierre Bourdieu expliquait que dans l'Algérie coloniale, l'homme colonisé renvoyait sur la femme toute la violence subie de la part du colonisateur. Désormais, l'homme musulman renvoie sur la femme tout le chaos que lui fait subir la crise planétaire.

Dans ces pays sans libertés, l'islamisme fonctionne comme une eschatologie. Il efface toutes les aspérités de la vie pour ne faire miroiter que les plaisirs de « son vaste paradis ».

L'islam à l'origine : une religion d'État et de conquête

Ici se pose également la question de la place de l'islam chez l'Autre. Contrairement au judaïsme qui s'est forgé dans l'exil, au christianisme qui s'est inventé durant les persécutions, l'islam est venu au monde comme une religion d'État et une religion de conquête.

Il n'a pas été souvent minoritaire et la place qu'il a accordée aux autres religions n'a pas été un exemple de tolérance. Et qu'on en finisse également avec cette parité des signes religieux.

À Rome ou à Jérusalem, on ne lapide pas ceux qui ont oublié leur croix ou leur étoile de David, en revanche, de Téhéran à Khartoum, de Kaboul à Casablanca, chaque jour des femmes sont violées, vitriolées, assassinées, fouettées ou licenciées parce qu'elles ne se sont pas couvert le visage et le corps.

Le hijab est l'effacement et l'abolition virtuels de la femme. Tous les écrits fondamentalistes l'affirment, « le voile est obligatoire car il doit cacher la aoura (parties du corps) de la femme ».

C'est-à-dire que tout son corps est perçu comme une partie honteuse. Le hijab joue la fonction que lui a assigné Paul, il y a deux mille ans : signifier à la femme en public qu'elle est un être inférieur, bonne à museler.

Toute fille pubère est donc perçue comme une partie honteuse. Elle est éduquée pour se percevoir, depuis l'âge de 8 ans, comme un objet sexuel potentiel qui doit être dérobé aux yeux de la foule concupiscente.

Derrière chaque voile, il y a trois mille ans de haine envers la femme qui nous regarde. »

Notre intérêt ne peut être dissocié de celui de la planète.

Quand Macron nous dit que nous vivons la fin de l'abondance et de l'insouciance, c'est une vaste fumisterie car l'abondance continuera à ruisseler pour les riches, par contre les travailleurs devront serrer d'un cran supplémentaire leur ceinture. La répartition égalitaire des richesses ne sera jamais à l'ordre du jour pour les politiciens sauf si un rapport de force les y oblige. Et ce n'est pas avec la mobilisation qui vient de se dérouler le 29 septembre que cela changera. Tous les libertaires, et d'autres, s'accordent à dire qu'il faut changer l'ordre des choses et militer pour l'égalité économique et sociale. Mais nous sommes loin du compte. Tous les jours, de nouvelles hausses de prix sont signalées, certaines justifiées d'autres relevant de la spéculation. Les spéculateurs jouant d'ailleurs avec le feu. Pendant ce temps, les salaires ne bougent qu'à la marge. Dans les secteurs où les syndicats sont forts, les travailleurs arrivent à obtenir des hausses de salaire pour maintenir leur pouvoir d'achat (Port...). Certains secteurs comme les raffineries (Total à Gonfreville l'Orcher) se battent pour obtenir 10% d'augmentation de salaire, ce qui est un minimum au regard des profits enregistrés par TotalEnergie. Mais dans l'ensemble, les retraites n'ont augmenté que de 4% et les salaires de 3,5%. On est loin du compte pour faire face à la flambée des prix. Pendant ce temps, les entreprises françaises ont versé 32,7 % de hausse des dividendes à leurs actionnaires qui n'en finissent pas d'être reconnaissants à un système si généreux pour eux. Certes le dérèglement climatique entraîne une baisse des rendements agricoles, des coûts supplémentaires pour stopper les incendies des forêts...mais aussi une explosion du coût de l'électricité nucléaire car la sécheresse ne permet plus dans certains cas de refroidir les réacteurs, sans compter la vétusté de ces derniers. La guerre en Ukraine en rajoute une couche. Le prix des matières premières augmente et se répercute sur les produits finis donc sur les consommateurs. La concurrence acharnée pour des parts de marché entre les Etats-Unis, la Chine...la politique zéro Covid des Chinois...ont perturbé les échanges. L'Europe se rend compte qu'il faut être moins tributaire des autres sur les plans de l'approvisionnement de certaines denrées ou certains composants. Le système capitaliste se réoriente.

Urgence sociale et urgence climatique

La hausse des prix pousse les travailleurs à se battre pour les salaires. C'est une bonne chose que de retrouver une certaine combattivité mais parallèlement nous devons nous battre pour davantage d'emplois car plusieurs secteurs vitaux ont été sacrifiés. Les services publics se sont dégradés, notamment la Santé et l'Education. Dans d'autres secteurs, le recrutement est à la peine : manque des milliers de serveurs, de cuisiniers dans l'hôtellerie-restauration ; près de 2000 chauffeurs sont aux abonnés

absents dans les transports scolaires...Plusieurs grèves d'animateurs sont venues perturber les centres-aérés cet été (Château des Hellandes...). Les salariés en ont assez d'être sous-payés pour une amplitude horaire démesurée

Le pouvoir a déjà dans sa besace plusieurs solutions pour pallier au manque de main d'œuvre. Il peut jouer sur différents leviers : orienter les chômeurs vers des filières qui ne nécessitent que peu de formation (restauration/service...), utiliser des contractuels en faisant des économies substantielles au passage (Education Nationale), orienter les jeunes via l'apprentissage et les lycées professionnels, former à la va-vite des aides à domicile... Dans une période d'incertitude et de chômage, les secteurs économiques en tension trouveront finalement une main d'œuvre contrainte. Parallèlement d'autres filières devront faire face à une démission croissante de leurs employés devenant plus exigeants quant au télétravail, l'utilité sociale de leur travail...Mais le monde de l'entreprise possède des facultés d'adaptation surprenantes.

Du côté des travailleurs, nous devons en même temps réclamer des revalorisations de salaires et de retraites qui permettent de vivre dignement tout en réclamant de taxer les profits des entreprises notamment les superprofits de la pétrochimie (TotalEnergie, Exxon...), gaziers (Engie), pharmaceutiques...Ces derniers ont bien bénéficiés des commandes de l'Etat lors de la pandémie.

Parallèlement, la crise climatique nous commande de raisonner et voir à long terme. Fin de mois et problèmes climatiques sont pour nous indissociables. Le gouvernement nous demande la sobriété énergétique. Certes, nous voulons bien y souscrire à condition que les fauteurs de troubles soient mis à l'amende. Que les plus gros pollueurs soient mis à contribution car nos petits gestes individuels sont dérisoires au final. Ils sont nécessaires pour une prise de conscience mais si peu efficaces au regard de la quantité d'émissions de gaz à effet de serre.

En réalité, c'est la société capitaliste qui doit être pointée du doigt quant aux émissions, pollutions diverses en tout genre. Elle se soucie de ses profits, très peu de la santé des travailleurs, sauf quand la loi oblige les patrons à prendre des dispositions de mise en sécurité des salariés. Nous l'avons vu pour l'amiante, nous le verrons pour le benzène dans quelques années (pétrochimie et alentours). Les autorités connaissent les problèmes mais sous couvert de ne pas nuire à l'emploi, c'est la grande muette. Quand trop de gens sont touchés, que des procès retentissants ont lieu, ça bouscule un peu l'ordre des choses ; pourtant les dégâts de santé occasionnés, la mortalité des travailleurs (cancers...) sont connus et identifiés. Pour l'urgence climatique, c'est pareil. On connaît les conséquences depuis

longtemps mais le patronat tire sur la corde pour faire de juteux profits le plus longtemps possible. Les milliards des uns font fi des droits de l'homme et de l'environnement pour la coupe du monde de football au Qatar, autre exemple d'actualité.

Nous avons déjà, dans nos colonnes, proposé des solutions faciles à mettre en œuvre et de bon sens. D'ailleurs la gauche écologiste au Havre (PC...) les reprend à son compte : gratuité des transports en ville et environs (moins de pollution car moins de circulation automobile, désengorgement des centre-ville, justice sociale pour ceux et celles qui peuvent ainsi se déplacer gratuitement pour chercher un emploi, sortir des quartiers périphériques...). Tout le monde parle d'accélérer l'isolation des logements. Le gouvernement vante les subventions de ma prime rénov'... Cette prime ne profite qu'à une quantité négligeable de personnes pour la bonne raison que les plus pauvres ne peuvent mettre au bout. Et les personnes qui gagnent à deux, 3000 euros par mois, on leur dit qu'ils sont trop riches pour en bénéficier. De qui se moque-t-on ? Hypocrisie que tout cela. Même constat au niveau des chaudières..

Faire baisser la facture de chauffage, on est tous d'accord (à part les rupins qui s'en fichent), encore faut-il nous en donner les moyens. Depuis des lustres, nous disons qu'il faut réorienter le modèle énergétique : utilisation des énergies renouvelables (éolien, solaire...) Mais les lobbys font obstruction à l'éolien par exemple (fourniture de kit pour engager des procédures juridiques contre l'implantation d'éoliennes...). De même, comment en 2022, ne trouve-t-on pas les moyens financiers pour installer des panneaux solaires sur les maisons individuelles, dans les jardins, sur les toits d'immeuble... En payant par exemple ces panneaux et en récupérant les fonds investis sur les économies réalisées. Par ailleurs, il faudra bien repenser l'expansion du nombre de maisons secondaires. En Bretagne, par exemple, on a dépassé les 250 000 résidences secondaires (les maisons endormies) alors que les « locaux » ne peuvent plus se loger à cause du coût des loyers, notamment sur la côte. Les travailleurs sont ainsi obligés d'effectuer des dizaines de kilomètres en voiture pour se rendre au travail. D'où une pollution accrue, des dépenses contraintes...

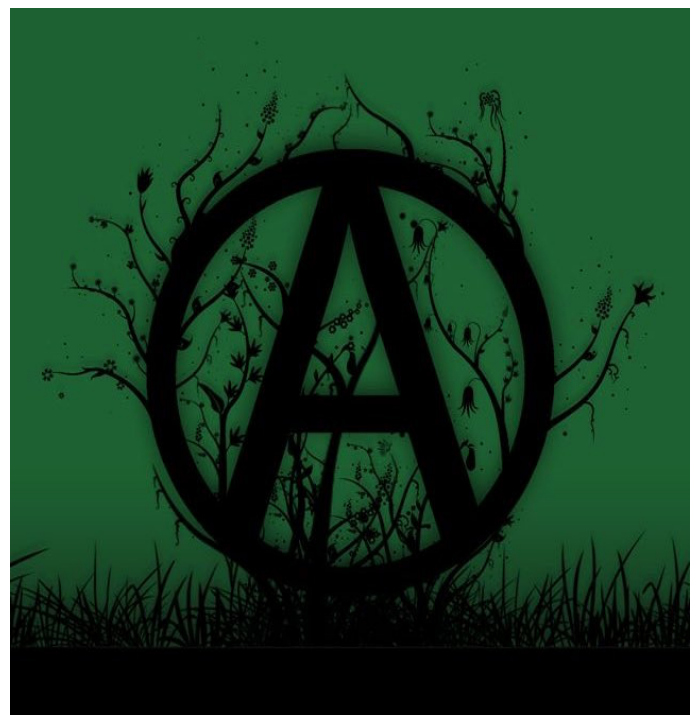
Idem pour le modèle agricole. Pourquoi la FNSEA a-t-elle autant de poids et d'influence dans les ministères ? Les algues vertes continuent à proliférer en Bretagne, les ressources en eau diminuent et l'eau du robinet ne correspond pas aux normes sanitaires pour 20% de nos concitoyens. Des solutions existent pour nourrir tout le monde avec des produits de qualité. Les filières bio, circuits courts doivent être encouragées et soutenues. Confier à 1% de personnes le soin de nourrir les 99% restantes est une ineptie. Le monde rural doit être redensifié, ce qui implique une politique de réinstauration de services

publics partout où c'est nécessaire. Quand la Troisième République a créé l'école publique, elle s'en est donné les moyens. Des écoles en dur furent construites dans les moindres localités. Avec le personnel pour faire fonctionner ces établissements scolaires. Tout est une question de choix politique.

Nous avons dénoncé l'artificialisation des terres plus d'une fois ainsi que les projets inutiles. Il faut se mobiliser pour dire stop à toutes ces gabegies. Même chose pour tous ces panneaux publicitaires qui polluent visuellement les paysages et qui incitent à consommer des voitures par exemple avec des images de femmes, objets de désir... Le transport aérien doit être limité mais pas question de culpabiliser des travailleurs qui se paient un voyage à l'étranger tous les deux ou trois ans alors que les membres du gouvernement, les footballeurs et autres friqués utilisent l'avion régulièrement sans compter les jets privés. L'égalité passe aussi par une redistribution du droit à voyager.

Le capitalisme et le capitalisme d'Etat sont régis par la loi du marché, des actionnaires et des profits, ce qui impliquent en l'état actuel des choses surexploitation des ressources et des travailleurs et gaspillage. Il ne faut jamais oublier que le patronat produit pour faire du fric. Et il est capable de produire n'importe quoi du moment où les profits sont là. L'utilité sociale de la production n'est pas dans son ADN. Pour les libertaires, l'utilité sociale du travail, de la production et de la consommation est dans le nôtre. La gestion directe, la socialisation des moyens de production et d'échange, sont nos solutions si nous voulons un autre futur. En sachant que notre intérêt ne peut être dissocié de celui de la planète.

Patoche (GLJD)





L'A.B.C. anarchiste De Pierre-Joseph Proudhon à David Graeber



Suite du Libertaire de Septembre 2022

David Graeber sur le fait d'agir comme un anarchiste

(Questions de Jo Lateu)

Quel est votre premier souvenir de conscience politique? Je me souviens d'une marche pour la paix dans les années 1960 à Central Park. Et une autre sur une plage de Fire Island. Je portais une pancarte disant «Nous voulons la paix» et un homme plus âgé, remarquant que j'avais sept ans, m'a demandé si j'avais compris ce que cela signifiait. Il me semble me souvenir de lui avoir dit que le sens allait de soi.

Dans votre dernier livre, « The Democracy Project », vous soutenez que le mouvement Occupy a été un grand succès, mais pour la plupart des 99%, la vie ne s'est pas manifestement améliorée – l'austérité continue de mordre. Alors qu'est-ce qui vous rend si positif cependant?

Eh bien, ce n'est pas comme si un mouvement social aurait des effets immédiats au niveau politique – ils ne le font jamais. Les moments de fermentation révolutionnaire mondiale, comme nous l'avons vu en 1968 ou 2011, ont tendance à entraîner le chaos, voire la régression dans les années qui suivent immédiatement, mais plantent des graines qui transforment progressivement tout. Le mouvement Occupy s'est développé en une expérience sociale de démocratie non hiérarchique. Mais il a eu ses problèmes de démarrage.

Avec le recul, y a-t-il quelque chose que le mouvement aurait pu faire différemment?

J'aurais aimé qu'ils aient fait beaucoup de choses différemment depuis le début. Il y avait beaucoup de sagesse perdue, car étonnamment peu de facilitateurs chevronnés et d'autres ayant une expérience directe de la démocratie du mouvement pour la justice mondiale se sont réellement impliqués. Les gens devaient tout réinventer à partir de rien, et souvent ils le faisaient très grossièrement et maladroitement. Il y avait souvent une réelle naïveté sur l'infiltration et la gestion des perturbateurs. Il y avait un légalisme insensé, les gens pensant que le consensus était un processus spécifique avec des règles, plutôt qu'un ensemble de principes, principalement d'écoute et de non-contrainte, qui pouvait se traduire par une variété infinie de formes spécifiques, selon le contexte.

Le titre de votre livre La dette – les 5 000 premières années, suggère que vous vous attendez à 5 000 ans de plus.

Existe-t-il une alternative envisageable à une économie basée sur la dette et le crédit?

Oh, le titre était censé être une sorte de provocation: voulons-nous vraiment encore 5000 ans de cela? Je ne pense pas que le système actuel soit inévitable; en fait, je pense que dans une génération ou deux, nous aurons du mal à imaginer que nous n'ayons jamais organisé l'économie comme nous le faisons actuellement.

Vous dites que «l'anarchisme est quelque chose que vous faites», plutôt que quelque chose auquel on croit simplement. Pouvez-vous expliquer ce que vous voulez dire?

J'ai toujours observé que le marxisme est fondamentalement un discours théorique sur la stratégie révolutionnaire; et l'anarchisme, fondamentalement éthique sur la pratique révolutionnaire. Regardez la façon dont les gens se divisent. Du côté marxiste, vous avez des léninistes, des maoïstes, des trotskystes... Tous nommés d'après un leader intellectuel qui a produit un corpus d'analyse stratégique. Du côté anarchiste, vous avez des syndicalistes, des communistes, des individualistes, des insurrectionnels – toutes les divisions portent sur la tactique et les formes d'organisation. Je ne dis pas qu'il est totalement insensé de dire que vous êtes anarchiste si cela ne se reflète d'aucune façon dans votre pratique; vous pouvez vous attendre à un monde sans États et sans capitalisme dans l'abstrait, croire que ce serait meilleur et possible, mais ne rien y faire. Mais cela ne veut pas vraiment dire grand-chose. D'autre part, il est possible d'agir comme un anarchiste – de se comporter d'une manière qui fonctionnerait sans structures bureaucratiques de coercition pour les faire respecter – sans se qualifier d'anarchiste, ou quoi que ce soit d'autre. En fait, la plupart d'entre nous agissons comme des anarchistes – même des communistes – la plupart du temps. Être anarchiste, pour moi, c'est faire cela consciemment, comme moyen de faire progressivement naître un monde entièrement basé sur ces principes.

Ayant vécu des deux côtés de l'Atlantique, voyez-vous plus d'espoir de changement démocratique et social aux États-Unis ou en Grande-Bretagne? Pourquoi?

C'est très difficile à dire. Il y a un certain masochisme stoïque en Grande-Bretagne que je trouve très difficile à comprendre. C'est comme si de larges pans de la population active avaient tout simplement perdu l'esprit. Mais il est également possible que la Grande-Bretagne ait résisté au pire et soit sur le point de sortir de l'autre côté. J'essaie toujours de comprendre – je suis un nouveau venu. Les États-Unis sont un empire qui s'effondre. Les institu-

tions clés, comme le système éducatif, sont en chute libre et la plupart des vestiges restants de la démocratie sont dépouillés. Il y a beaucoup plus de colère, je pense, mais aussi plus de répression pure et simple.

Le capitalisme sauvage est de retour – et il ne s’apprivoise pas

Dans les années 90, j’avais l’habitude de me disputer avec des amis russes sur le capitalisme. C’était une époque où la plupart des jeunes intellectuels d’Europe de l’Est embrassaient avidement tout ce qui était associé à ce système économique particulier, alors même que les masses prolétariennes de leur pays restaient profondément méfiantes. Chaque fois que je remarquais un excès criminel des oligarques et des politiciens tordus qui privatisaient leur pays dans leurs propres poches, ils haussaient simplement les épaules.

«Si vous regardez l’Amérique, il y avait toutes sortes d’escroqueries comme celle-là au 19^{ème} siècle avec les chemins de fer et autres», je me souviens d’un joyeux ange russe à lunettes qui m’expliquait il y a une vingtaine d’années : «Nous sommes encore au stade sauvage. Il faut toujours une ou deux générations au capitalisme pour se civiliser. »

«Et vous pensez en fait que le capitalisme fera cela tout seul?»

«Regardez l’histoire! En Amérique, vous avez eu vos barons voleurs, puis – 50 ans plus tard – le New Deal. En Europe, vous aviez l’État-providence... »

«Mais, Sergei», protestai-je (j’oublie son vrai nom), «cela ne s’est pas produit parce que les capitalistes ont simplement décidé d’être gentils. Cela s’est produit parce qu’ils avaient tous peur de vous.

Il semblait touché par ma naïveté.

À cette époque, il y avait une série d’hypothèses que tout le monde devait accepter pour même être autorisé à entrer dans un débat public sérieux. Ils ont été présentés comme une série d’équations évidentes. «Le marché» était équivalent au capitalisme. Le capitalisme signifiait une richesse exorbitante au sommet, mais il signifiait également un progrès technologique rapide et une croissance économique. La croissance signifiait une prospérité accrue et la montée d’une classe moyenne. La montée en puissance d’une classe moyenne prospère, à son tour, équivaldrait toujours en fin de compte à une gouvernance démocratique stable. Une génération plus tard, nous avons appris qu’aucune de ces hypothèses ne peut plus être considérée comme correcte.

La véritable importance de la superproduction de Thomas Piketty, « Capital in the 21st Century », est quelle dé-

montre, dans des détails atroces (et cela reste vrai malgré quelques petites querelles prévisibles) que, dans le cas d’au moins une équation de base, les chiffres ne s’additionnent pas. Le capitalisme ne contient pas de tendance inhérente à se civiliser. Laisse à lui-même, on peut s’attendre à ce qu’il crée des taux de retour sur investissement tellement supérieurs aux taux globaux de croissance économique que le seul résultat possible sera de transférer de plus en plus de richesse entre les mains d’une élite héréditaire d’investisseurs, pour l’appauvrissement relatif de tous les autres.

En d’autres termes, ce qui s’est passé en Europe occidentale et en Amérique du Nord entre 1917 et 1975 environ – lorsque le capitalisme a effectivement créé une forte croissance et une réduction des inégalités – était en quelque sorte une anomalie historique. Les historiens de l’économie se rendent de plus en plus compte que c’était effectivement le cas. Il existe de nombreuses théories expliquant pourquoi. Adair Turner, ancien président de la Financial Services Authority, suggère que c’est la nature particulière de la technologie industrielle du milieu du siècle qui a permis à la fois des taux de croissance élevés et un mouvement syndical de masse. Piketty lui-même souligne la destruction du capital pendant les guerres mondiales et les taux élevés d’imposition et de réglementation que la mobilisation de la guerre a permis. D’autres ont des explications différentes.

Il ne fait aucun doute que de nombreux facteurs étaient impliqués, mais presque tout le monde semble ignorer les plus évidents. La période où le capitalisme semblait capable de fournir une prospérité large et étendue était aussi, précisément, la période où les capitalistes estimaient qu’ils n’étaient pas le seul enjeu: lorsqu’ils faisaient face à un rival mondial dans le bloc soviétique, les mouvements anticapitalistes révolutionnaires d’Uruguay à la Chine, et au moins la possibilité de soulèvements ouvriers chez eux. En d’autres termes, plutôt que des taux de croissance élevés permettant une plus grande richesse pour les capitalistes, le fait que les capitalistes ressentaient le besoin d’acheter au moins une partie de la classe ouvrière plaçait plus d’argent entre les mains des gens ordinaires, créant une demande croissante des consommateurs. Il était lui-même largement responsable des taux remarquables de croissance économique qui ont marqué «l’âge d’or» du capitalisme.

Depuis les années 1970, alors que toute menace politique significative s’est retirée, les choses sont revenues à leur état normal: c’est-à-dire aux inégalités sauvages, avec un 1% présidant à un ordre social marqué par une stagnation sociale, économique et même technologique croissante. C’était précisément le fait que des gens, comme mon ami russe, croyaient que le capitalisme se civiliserait inévitablement qui garantissait qu’il n’avait plus à le faire.

Piketty, en revanche, commence son livre en dénonçant

«la rhétorique paresseuse de l'anticapitalisme». Il n'a rien contre le capitalisme lui-même – ni même, d'ailleurs, contre l'inégalité. Il souhaite juste vérifier la tendance du capitalisme à créer une classe inutile de rentiers parasites. En conséquence, il soutient que la gauche devrait se concentrer sur l'élection de gouvernements dédiés à la création de mécanismes internationaux pour taxer et réglementer la richesse concentrée. Certaines de ses suggestions – un impôt sur le revenu de 80%! – peut paraître radical, mais nous parlons toujours d'un homme qui, ayant démontré que le capitalisme est un aspirateur gigantesque aspirant la richesse entre les mains d'une petite élite, insiste pour que nous ne débranchions pas simplement la machine, mais essayions de construire un aspirateur aspirant dans la direction opposée.

De plus, il ne semble pas comprendre que peu importe le nombre de livres qu'il vend, ou les sommets qu'il tient avec des sommités financières ou des membres de l'élite politique, le simple fait qu'en 2014 un intellectuel français de gauche peut en toute sécurité déclarer qu'il ne veut pas renverser le système capitaliste mais seulement le sauver de lui-même est la raison pour laquelle de telles réformes ne se produiront jamais. Les 1% ne sont pas sur le point de s'exproprier, même si on leur demande gentiment. Et ils ont passé les 30 dernières années à créer un verrou sur les médias et la politique pour s'assurer que personne ne le fera par des moyens électoraux.

Étant donné qu'aucune personne saine d'esprit ne souhaiterait faire revivre quoi que ce soit comme l'Union soviétique, nous n'allons pas non plus vouloir quelque chose de semblable à la social-démocratie du milieu du siècle créée pour la combattre. Si nous voulons une alternative à la stagnation, à l'appauvrissement et à la dévastation écologique, nous allons simplement devoir trouver un moyen de débrancher la machine et de recommencer.

David Graeber : Emplois merdiques ou boulots à la con (Bullshit Jobs)

David Graeber donne une définition finale et opérationnelle du bullshit job : « Un job à la con est une forme d'emploi rémunéré qui est si totalement inutile, superflue ou néfaste que même un salarié ne parvient pas à justifier son existence, bien qu'il se sente obligé, pour honorer les termes de son contrat, de faire croire qu'il n'en est rien.

Il nous démontre que le progrès technologique, notamment le numérique, n'est en rien un outil de libération de l'individu. S'il reconnaît l'utilité sociale des infirmières, des professeurs des écoles, il constate aussi qu'ils sont très mal rémunérés et peu reconnus. Parallèlement il existe tout un tas d'emplois où les salariés sont en souffrance car leur travail n'a que peu d'utilité sociale voire n'a aucun sens valorisant pour celui ou celle qui l'exécute. Perte de sens, travaux inutiles...notamment dans le secteur financier qui fonctionne comme une féodalité managériale. Le

sentiment pour une personne d'exécuter des tâches qui ne font pas sens engendre de la souffrance au travail. Pourtant les gens confrontés à cette situation quotidienne tiennent bon car cela leur permet de consommer. Le système capitaliste produit pour faire des profits pas de l'utilité sociale. L'un des intérêts du livre, c'est de mettre en parallèle la valeur sociale et la rémunération, et l'on comprend mieux la réalité d'aujourd'hui. Les métiers les plus utiles socialement sont peu considérés : « Ils sont également mal payés : on observe une relation inverse entre la valeur sociale d'un emploi et la rémunération que l'on en tire. » et « Quoi qu'on puisse penser des infirmières, des éboueurs ou des mécaniciens, il est évident que, s'ils devaient tous s'évanouir dans un nuage de fumée, les conséquences seraient immédiatement catastrophiques. Un monde privé d'enseignants ou de dockers deviendrait vite difficile à vivre, et un monde sans auteurs de science-fiction ou sans chanteurs de ska perdrait beaucoup de son intérêt. En revanche, on ne voit pas très bien en quoi l'humanité pâtirait d'une évaporation soudaine de tous les PDG, lobbyistes, chercheurs en relation publique, actuaire, télévendeurs, huissiers ou consultants juridiques. »

Il existe aussi une jalousie morale à l'encontre de ceux qui exercent des métiers d'enseignement ou de soins à la personne. Jalousie de même envers les ouvriers qui bénéficient de certains avantages, qui peuvent faire grève ce qui occasionne parfois des répercussions sur le reste de l'économie : ouvriers de l'automobile aux USA, dockers et cheminots en France...« Les vrais travailleurs, ceux qui produisent des choses, sont constamment écrasés et exploités. » Concernant le professorat, David Graeber souligne une vocation mal récompensée financièrement : « Les enseignants sont l'archétype de ces personnes qui choisissent une carrière importante sur le plan social et généreuse sur le plan moral, tout en sachant pertinemment qu'elle leur vaudra d'être mal payés et stressés. On devient instituteur ou professeur parce qu'on veut influencer positivement sur la vie d'autrui. » On les désigne alors comme cible comme tous les métiers socialement utiles.

Si quelqu'un avait conçu un plan pour maintenir la puissance du capital financier aux manettes, il est difficile de voir comment ils auraient mieux fait. Les emplois réels, productifs sont sans arrêt écrasés et exploités. Le reste est divisé en deux groupes, entre la strate des sans-emplois, universellement vilipendé et une strate plus large de gens qui sont payés à ne rien faire, dans une position qui leur permet de s'identifier aux perspectives et sensibilités de la classe dirigeante (managers, administrateurs, etc.) et particulièrement ses avatars financiers, mais en même temps produit un ressentiment envers quiconque a un travail avec une valeur sociale claire et indéniable. Clairement, le système n'a pas été consciemment conçu, mais a émergé d'un siècle de tentatives et d'échecs. Mais c'est la seule explication pourquoi, malgré nos capacités technologiques, nous ne travaillons pas 3 à 4 heures par jour.

Par exemple, dans notre société, il semble y avoir une règle, qui dicte que plus le travail bénéficie aux autres, moins il sera payé pour ce travail. Encore une fois, une mesure objective est difficile à trouver, mais un moyen simple de se faire une idée est de se demander : qu'arriverait-il si cette classe entière de travailleurs disparaissait ?

Certains passent de longues heures en réunions stériles où les managers mettent, par des exposés sophistiqués, des PowerPoint..., plus d'énergie à prouver que leur rôle est déterminant pour la vie de leur entreprise que de créer de réelles valeurs. « La plupart des managers intermédiaires se sentent tenus de justifier les choses telles qu'elles sont, puisqu'ils estiment être là pour entretenir le moral des troupes et la discipline de travail (finalement, c'est la seule facette de leur job qui ne soit pas du vent). »

Son analyse est devenue encore plus pertinente avec la pandémie de Covid 19. Nous avons constaté que le personnel soignant était en première ligne tout comme les routiers, les caissières de supermarché...des emplois essentiels à la collectivité. Pourtant ces métiers sont sous-payés alors que des joueurs de football gagnent des sommes astronomiques par exemple ainsi que les traders...

Un exemple d'action directe pour dénoncer les bullshit jobs s'est déroulée, le 5 janvier 2015 en Grande-Bretagne; des centaines de placards publicitaires ont été démontés dans les rames du métro londonien et ont été remplacés par une série d'affiches reprenant des extraits d'un article de David Graeber:

« Des populations entières passent toute leur vie professionnelle à effectuer des tâches dont elles pensent secrètement qu'elles n'ont pas vraiment lieu d'être.

C'est comme si quelqu'un s'amusaient à inventer des emplois inutiles dans le seul but de nous garder tous occupés.

Cette situation provoque des dégâts moraux et spirituels. C'est une cicatrice qui balafre notre âme collective. Et pourtant, presque personne n'en parle.

Comment parler de dignité au travail si l'on estime en son for intérieur que son job ne devrait pas exister ?

La pensée se met en action et l'action appelle la réflexion.

David Graeber soutient aussi que, lorsque 1% de la population contrôle la majeure partie des richesses d'une société, ce sont eux qui définissent les tâches « utiles » et « importantes ».

Il propose de réorganiser les valeurs avec le travail créatif au centre de notre culture et de faire de la technologie un outil d'épanouissement plutôt que d'asservissement. La Covid 19 pèse sur le moral de la population et des travail-

leurs, notamment ceux qui télétravaillent : « D'après notre baromètre, 40% des salariés disent que cette crise leur a fait prendre conscience que leur emploi n'a aucun sens. » constate Christophe Nguyen, du cabinet Empreinte humaine.

Un autre axe de réflexion pointe quand David Graeber analyse le populisme de droite aux Etats-Unis. Les populistes respectent les militaires et ont la haine des élites progressistes, notamment les élites culturelles. A noter ses propos de même sur la conception théologique du travail enracinée dans la chrétienté...

Si David Graeber n'aime pas l'étiquette anthropologue anarchiste, il ne renie en rien le qualificatif d'anarchiste : « Je suis anarchiste, ce qui veut dire que j'attends avec impatience le jour où les gouvernements, les entreprises et tout le reste nous apparaîtront comme des curiosités historiques au même titre que l'Inquisition espagnole ou les conquêtes mongoles. »

Et de conclure son livre sur une réflexion à propos de la liberté : « Nous aimons tous parler de la liberté dans l'absolu, clamer que c'est la chose la plus importante pour laquelle on puisse se battre ou donner sa vie. Pourtant, nous nous demandons rarement ce que signifie réellement le fait d'être libre ou d'exercer sa liberté. »

Bureaucratie

Avec l'effondrement des anciens Etats-providence, le langage de l'individualisme bureaucratique a été repris, avec une férocité croissante, par la droite, qui réclame des « solutions de marché » à tout problème social. Et la gauche classique s'est vue de plus en plus réduite à livrer une pitoyable bataille d'arrière-garde pour tenter de sauver ce qui reste du vieil Etat du bien-être. Sous prétexte de rendre l'action de l'Etat plus « efficace », elle a approuvé – et souvent impulsé – la privatisation partielle des services publics et l'intégration croissante, dans la structure de l'administration bureaucratique elle-même, des « principes de marché » et autres « procédures de responsabilisation » fondées sur le marché.

Graeber propose une loi d'airain du libéralisme : « Toute réforme de marché – toute initiative gouvernementale conçue pour réduire les pesanteurs administratives et promouvoir les forces du marché – aura pour effet ultime d'accroître le nombre total de réglementations, le volume total de paperasse et l'effectif total des agents de l'Etat. »

Nous sommes dans l'ère de la « bureaucratisation totale » ou plutôt de la « bureaucratisation prédatrice ». Nous pouvons constater ses effets partout dans nos vies : dossiers à remplir, formulaires d'adhésion, factures à fournir, justifications diverses et variées, tickets de caisse à mettre de côté...Pour qui part en retraite, pour qui remplit un

dossier pour une entrée en établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes pour ses parents... sait de quoi il en retourne.

« Les ordinateurs ont ouvert certains espaces de liberté, comme on nous le rappelle sans cesse, mais, loin de conduire à l'utopie du non-travail qu'avaient imaginé Abbie Hoffman ou Guy Debord, ils ont été utilisés de façon à produire l'effet contraire. Les techniques de l'information ont rendu possible une financiarisation du capital qui a plongé les travailleurs dans un endettement toujours plus désespéré, tout en permettant aux employeurs de créer de nouveaux régimes de travail « flexibles » qui ont détruit la sécurité de l'emploi traditionnelle et conduit à une augmentation massive du temps de travail total dans pratiquement toutes les composantes de la population. Avec l'exportation des emplois industriels traditionnels, cette évolution a provoqué la déroute du mouvement syndical et détruit ainsi toute possibilité réelle de politique ouvrière de classe efficace. »

Graeber développe l'idée que le capitalisme néolibéral a détourné les technologies « créatrices » au profit des technologies bureaucratiques. Ainsi nous passons de plus en plus de temps à remplir des formulaires et autres paperasses. La bureaucratie, non seulement s'applique de manière centralisée sans tenir compte des différences de situation, mais devient un instrument du capitalisme pour asseoir son contrôle sur les individus donc son pouvoir.

« Toute école de pensée soutient que la bureaucratie se développe conformément à une logique interne perverse mais inévitable. L'argument est le suivant : si l'on crée une structure bureaucratique pour traiter un problème, cette structure va invariablement entraîner d'autres problèmes qui paraîtront, eux aussi, ne pouvoir être résolus que par des moyens bureaucratiques. »¹ En d'autres termes : « Toute réforme pour réduire l'ingérence de l'Etat aura pour effet ultime d'accroître le nombre de réglementations et le volume de paperasse. »

« Résultat net : les réglementations étouffent la vie, des gardes armés et des caméras de surveillance apparaissent partout, la science et la créativité sont étranglées et nous passons tous une part croissante de nos journées à remplir des formulaires. »

Graeber pense que les altermondialistes ont été les premiers à critiquer la bureaucratisation totale et devraient à l'avenir prendre en compte trois facteurs

1° Ne sous-estimons pas l'importance de la violence purement physique !

Les armées de policiers ultramilitarisés apparues pour attaquer ceux qui protestaient contre les sommets n'étaient pas un effet incongru de la « mondialisation ». Chaque

fois qu'il est question de « marché libre », il est judicieux de chercher où est l'homme qui tient le fusil. Il n'est jamais bien loin.

2° Ne surestimons l'importance de la technologie !

La technologie progresse, souvent de manière surprenante et inattendue. Mais la direction générale qu'elle prend dépend de facteurs sociaux.

3° N'oublions jamais que la question ultime est celle des valeurs ! (Ou : quand quelqu'un dit que sa valeur suprême est la rationalité, c'est parce que qu'il ne veut pas dire quelle est sa vraie valeur suprême.)

Une critique de la bureaucratie adaptée à notre époque doit montrer que tous les fils conducteurs – la financiarisation, la violence, la technologie, la fusion du public et du privé – convergent pour former un réseau unique qui s'auto-alimente.

Pour David Graeber, la bureaucratie est le meilleur moyen d'illustrer l'emprise du libéralisme sur nos vies. Aujourd'hui mondialisation veut dire bureaucratisation.

La mort de David Graeber n'engendrera pas de courant « graeberiste » mais ses travaux demeureront indispensables à la compréhension de notre mode.

Conclusion

L'anarchisme aura toujours de multiples courants de pensée et d'action, parce que la diversité fera toujours partie de l'essence de la liberté, mais créer des réseaux de solidarité peut les rendre tous plus puissants et audibles.

Nous sommes anarchistes parce que nous croyons que la liberté et le bonheur humain seraient mieux garantis par une société basée sur des principes d'auto-organisation, d'association volontaire, d'assistance mutuelle et parce que nous refusons toute forme de relations sociales basées sur la violence systémique, telles que l'Etat ou le capitalisme.

Nous sommes des amateurs passionnés de la liberté et nous affirmons que sans égalité économique et sociale, il n'y a point de réelle liberté : « La science sociale ne se crée et ne s'étudie pas seulement dans les livres ; elle a besoin des grands enseignements de l'histoire, et il a fallu faire la révolution de 1789 et de 1793, il a fallu repasser par les expériences de 1830 et de 1848, pour arriver à cette conclusion désormais irréfragable, que toute révolution politique qui n'a pas pour but immédiat et direct l'égalité économique n'est, au point de vue des intérêts et des droits populaires, qu'une réaction hypocrite et masquée. Ce postulat n'a rien perdu de sa pertinence de nos jours.

Alors voulons-nous l'émancipation complète des travailleurs ou seulement l'amélioration de leur sort? Voulons-

nous créer un monde nouveau ou replâtrer le vieux ? »
L'anarchisme n'est ni un dogme ni une doctrine fermée: les anarchistes veulent instaurer un milieu social assurant à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

La grande diversité des capacités, des énergies, des passions, qu'apportent les êtres humains en interagissant les uns avec les autres est la richesse de la société. Le socialisme libertaire implique l'abolition du gouvernement, de l'autorité coercitive et de toutes ses représentations, ainsi que la propriété commune.

Le capitalisme vole les travailleurs et fait d'eux des esclaves salariés. La loi encourage et protège ce vol. Le gouvernement les trompe en leur faisant croire qu'ils sont libres et indépendants. Mais toute liberté humaine, qui ne soit pas un privilège, exige, nécessite, l'égalité. Pour les libertaires, l'égalité est l'égalité de fait, le nivellement des rangs et des fortunes.

L'expérience des régimes totalitaires y compris communistes d'obéissance marxiste, la désillusion croissante face au parlementarisme et au libéralisme économique permettent aujourd'hui de comprendre que pour se libérer du capitalisme, le recours à l'anarchisme demeure une alternative indispensable. Cette alternative libertaire doit être fondée sur la liberté individuelle, l'égalité économique et sociale ainsi que l'épanouissement de tous et toutes.

Cette alternative repose sur la socialisation des moyens de production, les fédérations syndicales et le municipalisme libertaire. La fin ne justifie pas les moyens, ces derniers doivent toujours être en adéquation avec la finalité. L'anarchie désigne un régime social basé sur la liberté individuelle et collective, régime duquel est bannie toute forme institutionnalisée de coercition et, par conséquent, toute forme instituée de pouvoir politique ou de domination.

L'anarchie est une valeur à la disposition de l'humanité entière. Elle est la plus haute expression de l'ordre parce qu'elle affirme qu'une société sans pouvoir institutionnalisé, sans Etat, est plus ordonnée que toute autre. La vivacité des idées anarchistes aujourd'hui permet d'affirmer l'anarchie comme proposition alternative pour le futur.

L'obéissance n'existe pas sans la capacité de désobéir. Les hommes sont les seuls animaux capables de s'opposer à l'ordre établi et, par conséquent, les seuls capables de choisir entre la soumission et la rébellion. Assoiffé de liberté, l'anarchiste va choisir la rébellion et il va se heurter à « l'autorité constituée ». La lutte pour la liberté exige la destruction de tout pouvoir politique et la création d'institutions socio-politiques qui permettront l'extension sans bornes de l'autonomie individuelle et collective.

La question sociale est au cœur de l'anarchisme depuis sa création historique comme mouvement distinct. Mais la pensée anarchiste par ses interrogations, qui ne lui laissent rien d'étranger aux questions du rapport de l'homme avec son milieu et la nature, peut donc en toute logique rencontrer, sinon accompagner avec bonheur, la question écologique. L'idéal libertaire ne peut nier l'écologie sociale tout comme il ne peut nier la lutte des classes.

Notre combat écologiste doit se mener comme le séparatisme ouvrier d'hier et surtout pas à la façon citoyenne qui met l'accent sur le comportement individuel et épargne les responsabilités premières du capitalisme.

Aujourd'hui, le dilemme entre l'écologie sociale ou la barbarie n'a jamais été aussi crucial pour l'avenir de l'humanité comme civilisation viable.

Le but de cet ABC libertaire est de mettre en relief, modestement, le rôle primordial de l'anarchisme qui pourrait être le sien au XXIème siècle.



Le Libertaire

Internet : <http://le-libertaire.net/>

E-Mail : julesdurand.lehavre@gmail.com

Directeur de la Publication : Olivier Lenourry

Numéro de commission paritaire en cours

A vos plumes

Le libertaire accueille amicalement l'apport artistique, les études sociales, culturelles et économiques des lecteurs et lectrices

Envoyez vos articles au Libertaire. par Mail julesdurand.lehavre@gmail.com